

tre-révolutionnaire que la bourgeoisie française mène contre les intérêts vitaux, l'amélioration du niveau de vie et les libertés politiques des masses. Chaque ouvrier français comprend cela, et le sait fort bien. Mais la grande masse des ouvriers français ne comprend pas encore le développement de la lutte de classe en France dans son ensemble, la masse n'est pas encore consciente du but qu'elle doit donner à sa lutte, de la voie dans laquelle elle doit la mener, quels sont les moyens de lutte et le seul but qui puissent la sortir du gouffre. La masse ne voit pas encore son but de classe et la voie qui y mène parce qu'elle n'est pas encore consciente du point de vue de classe. La tactique d'un révolutionnaire prolétarien doit l'aider à arriver coûte que coûte à la conscience de son intérêt de classe, de ses intérêts fondamentaux, la mener à l'action. Elle croit toujours aux phrases de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière, elle lutte toujours encore sous la direction du P.C., de la S.F.I.O., de la bureaucratie syndicale.

Et c'est pour cela que le parti prolétarien devrait montrer aux masses françaises le *point central* de la lutte autour de la constitution! Cela veut dire qu'il devait leur expliquer le rôle de cette lutte partielle dans ses relations stratégiques générales, et tout cela en fonction de la lutte de classe actuelle en France. Il devait leur expliquer pourquoi la bourgeoisie était contre cette constitution, il devait leur démontrer que la lutte contre cette constitution était pour la bourgeoisie française un moyen d'introduire le premier tournant, la première étape tactique de son offensive stratégique contre-révolutionnaire dont le but était la séparation de la S.F.I.O. du P.C.F., l'isolement du parti stalino-russe. Le parti révolutionnaire doit faire comprendre aux masses que, même si cette constitution établissait des assurances (en papier) (bourgeoises-démocratiques) renforcées contre la révolution capitaliste par des moyens petits-bourgeois démocratiques, mais seulement et uniquement par une politique, une stratégie, une tactique prolétariennes démocratiques, prolétariennes révolutionnaires. Alors seulement la contre-révolution peut être évitée et battue.

Qu'ils aient négligé cela, voilà l'erreur fondamentale commune, aussi bien de la majorité de la section française que de leurs critiques. Mais en partant de la même base insuffisante, se servant de la même méthode insuffisante (une estimation isolée, abstraite de la lutte constitutionnelle, en un mot: *une approche doctrinaire à cette question*) ces trois opinions ont cependant entre elles des différences importantes:

a) D'après l'opinion de la majorité le référendum se transformait, à partir du moment où le M.R.P. bourgeois

refusait de soutenir la constitution, en une « épreuve de force entre les partis bourgeois et les partis ouvriers », c'est-à-dire entre le prolétariat et la bourgeoisie. Une faute fondamentale lourde de conséquences. Les partis sociaux-démocrates, staliniens, labouristes se nomment des partis ouvriers, mais ils ne le sont pas! Ce sont des partis *petits bourgeois*: des partis de la bureaucratie et aristocratie ouvrière embourgeoisée qui vivent en parasites politiques de la force combattive des masses qu'ils exploitent pour les intérêts petits-bourgeois de couche dégénérée. Par là ces partis, par les effets de leur politique servent finalement toujours la cause de la bourgeoisie. Pour autant qu'il s'agisse du P.C., de la S.F.I.O., de la bureaucratie syndicale, cette lutte autour de la constitution n'était et n'est qu'une lutte entre la bureaucratie-aristocratie ouvrière embourgeoisée et la bourgeoisie. Certainement les masses prennent part à ce combat, mais pour l'instant pas sous la bannière de leurs intérêts de classe ni pour leurs propres intérêts de classe mais comme queue de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière et pour les intérêts petits-bourgeois de ces dernières.

La grave erreur opportuniste de la majorité, qui donnait simplement le mot d'ordre « Oui » à la Constitution, était causée par la méconnaissance du caractère de classe petit-bourgeois du P.C. et de la S.F.I.O. (Comme cette majorité donnait le mot d'ordre: gouvernement P.S., P.C., C.G.T. sans lier ce mot d'ordre transitoire à l'indispensable et nécessaire critique propagandiste révolutionnaire, montrant en général un manque de clarté opportuniste sinon une position fondamentale telle de cette majorité. Encore plus significative est leur propagande pour la nationalisation (capitaliste!) sans y opposer le mot d'ordre transitoire central du contrôle ouvrier sur la production et sans lier les deux mots d'ordre par la critique et la propagande révolutionnaires.

b) En opposition à cela la minorité de la section française donnait le mot d'ordre juste — juste par rapport à la proximité du danger: boycottage — bulletins de vote blancs avec l'inscription « pour un gouvernement ouvrier et paysan » (il aurait été plus clair: pour un gouvernement ouvrier et petit-paysan), par lequel apparemment la critique et propagande révolutionnaires indispensables étaient comprises. La minorité fournissait la preuve qu'on peut trouver exceptionnellement la position juste, même en partant d'hypothèses insuffisantes, même en travaillant avec une méthode insuffisante, lorsqu'on est conduit par un instinct révolutionnaire. Cependant la minorité ne doit pas se contenter

d'une telle prise de position car elle comporte des dangers pour l'avenir. Nous devons toujours partir de conditions justes et concrètes, toujours partir d'évaluations justes de la situation générale concrète et de ses perspectives et nous devons baser notre tactique et notre stratégie là-dessus: ainsi nous montrons aux masses non seulement le chemin juste dans la situation actuelle mais nous leur éclaircissons aussi la voie en avant, nous facilitons ainsi la lutte à venir, nous la préparons déjà aujourd'hui — seulement ainsi nous remplissons effectivement le rôle dirigeant du parti. La minorité doit améliorer l'explication insuffisante de son mot d'ordre tactique juste.

c) La faiblesse de la troisième opinion consistait en ce qu'elle se contentait de prendre position *seulement* négativement. Ce qu'il faut éviter à tout prix. Si elle avait aussi pris position positivement, elle aurait naturellement indiqué le rôle que la lutte autour de la constitution joue dans le cadre de la lutte générale concrète, et elle aurait aussi naturellement trouvé que la tâche stratégique, devant laquelle nous nous trouvons dans les conditions actuelles en France, n'est autre que celle-ci: CONTRE L'OFFENSIVE COMMENÇANTE DU COUP D'ÉTAT DE LA BOURGEOISIE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS VITAUX ET D'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES MASSES, DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, ET TOUT CELA CONSÉQUEMMENT LIÉ A LA CRITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, LIÉ A LA PRÉPARATION CONSÉQUENTE DE LA CONTRE-OFFENSIVE RÉVOLUTIONNAIRE DES MASSES CONTRE LA BOURGEOISIE.

C'est justement notre camarade Trotsky qui a élaboré jusqu'à la plus grande clarté la tactique révolutionnaire nécessaire à ce but dans les longues années de lutte contre l'offensive nationale « socialiste » jusqu'en 1933. Il l'a fait surtout envers ceux qui d'une façon honnête mais doctrinaire se contentaient de rejeter par principe la démocratie bourgeoise *seulement en paroles* et de prêcher le règne de la démocratie prolétarienne; par de tels moyens les masses ne pouvaient être en aucun cas mobilisées révolutionnairement.

Il est tout à fait juste que nous rejetions par principe la démocratie capitaliste. Mais pour *réaliser* effectivement ce rejet par principe nous ne devons absolument pas perdre de vue que nos conditions de lutte fondamentale (c'est-à-dire nos tâches de lutte générales) ne nous sont jamais dans la réalité, données en soi, pour soi, mais qu'elles sont toujours posées en relation indissoluble avec les conditions et tâches de lutte concrètes à chaque occasion, et que par conséquent elles doivent être résolues *uniquement* en considération du rapport total vivant de la situation